

QUESTIONNAIRE POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

ENGAGEMENTS DES CANDIDAT-E-S SUR LES QUESTIONS LGBT



I. DROITS DES PERSONNES TRANS ET INTERSEXUÉES

- | | OUI | NON | NSPP |
|--|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| 1. Réformerez-vous la nouvelle procédure de changement de la mention du sexe à l'état civil sans condition médicale afin d'en faire une procédure qui est aussi déclarative, déjudiciarisée, fondée uniquement sur l'autodétermination des personnes trans ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. Si oui, ouvrirez-vous l'accès à cette procédure aux mineur-e-s, émancipé-e-s ou non ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 3. Etablirez-vous un Protocole National de Diagnostic et de Soins, en collaboration avec les associations, pour garantir une prise en charge effective partout en France de toutes les dépenses de santé induites par les parcours de transition (qu'il s'agisse de parcours accompagnés par des médecins libéraux ou par des équipes hospitalières) ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 4. En y incluant le remboursement des opérations réalisées à l'étranger lorsque les chirurgiens français n'ont pas le meilleur niveau ou lorsque les délais d'attente pour une opération sont supérieurs à un an ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. Œuvrerez-vous pour que les droits fondamentaux des personnes trans soient garantis en milieu carcéral (respect de leur identité de genre et accès aux traitements, notamment hormonaux) ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 6. Permettez-vous aux jeunes trans de moins de 18 ans qui ne peuvent encore changer leur état civil d'utiliser un pseudonyme pendant leurs études pour garantir leur droit au respect de la vie privée et lutter contre le harcèlement à l'école ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 7. Garantirez-vous aux personnes trans le respect de leur vie privée en leur permettant d'effacer l'historique d'ALD 23 (l'ancienne ALD classée dans les maladies psychiatriques) du dossier médical et ainsi d'accéder à tous les emplois ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 8. Saisirez-vous l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) pour faire une Recommandation temporaire d'utilisation (RTU) pour la prise en charge de l'hormonothérapie des personnes trans (actuellement faite hors autorisation mise sur le marché) ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 9. Prendrez-vous les mesures législatives, administratives ou autres nécessaires pour garantir le respect de l'intégrité physique des personnes intersexuées et leur droit à prendre leurs propres décisions par rapport à leur corps, leur autonomie physique et leur autodétermination ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 10. Accompagnerez-vous la mise en place d'une structure d'accompagnement bienveillante et neutre pour les parents d'enfants intersexués ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 11. Soutiendrez-vous le lancement d'une réflexion avec les associations de personnes intersexuées sur l'enregistrement à l'état civil des personnes intersexuées ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Utilisez ce cadre si vous souhaitez compléter vos réponses

J'appelle et je propose un futur désirable et une République bienveillante. Il ne peut pas y avoir d'exception, de personnes vivant en France qui en soient privées. Chaque situation doit être prise en considération. Mais je ne prétends pas que tout est simple. Il faudra parfois consacrer du temps et de l'énergie à obtenir le résultat que l'on souhaite.



V. LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

- | | OUI | NON | NSPP |
|--|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| 1. Continuerez-vous la mission de lutte contre les LGBTIphobies avec un plan annuel de lutte contre les LGBTIphobies dans la continuité de ce que fait actuellement la DILCRAH ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. Si oui, ferez-vous en sorte que ce plan soit établi en concertation avec les associations LGBTI, mais que pour autant l'état ne se déesse pas de sa mission de lutte contre les discriminations en faisant reposer toutes les actions sur les associations ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. Donneriez-vous à la CNCDH la mission de rendre un rapport annuel d'évaluation des politiques publiques de lutte contre les LGBTIphobies, en développant ses moyens pour qu'elle puisse faire face à ce surcroit de travail ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 4. Renforcerez-vous les moyens du Défenseur des droits dans sa mission de lutter contre toutes les discriminations ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 5. Conditionnez-vous la signature des conventions d'objectifs et de moyens entre l'État et les fédérations sportives à la mise en place d'un plan d'action contre les LGBTIphobies ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 6. Favoriserez-vous la mise en place de conventions pluriannuelles et de subventions prenant en charge les frais de fonctionnement des associations pour leur permettre de planifier des actions sur le long terme et de se professionnaliser, au lieu de fonctionner exclusivement par des appels à projets parfois plus sujets à des « effets de mode » qu'adaptés à la réalité du terrain ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 7. Agirez-vous afin que les athlètes intersexué-e-s puissent participer aux compétitions selon leur sexe juridique et que les sportives/ifs intersexué-e-s dépouillé-e-s de leurs titres soient réhabilité-e-s et obtiennent réparation ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 8. Envisagerez-vous de repenser le droit et le fonctionnement des institutions de lutte contre les discriminations de manière à prendre en compte les phénomènes de discriminations multiples comme le recommande l'ONU et l'ECRI ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 9. Permettez-vous aux personnes les plus fragiles de mieux faire valoir leurs droits en révisant les barèmes de l'aide juridictionnelle et augmentant sa dotation ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 10. Incluez-vous dans les marchés publics une clause de sensibilisation aux lois sur l'égalité professionnelle femmes-hommes et à la lutte contre toutes les discriminations ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 11. Engagez-vous un véritable plan de lutte sur les LGBTIphobies et le sexisme sur les réseaux sociaux en étendant les domaines de compétences de la Plateforme Pharos, en charge de la lutte contre les contenus illicites sur internet, et en augmentant ses moyens matériels et humains ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Utilisez ce cadre si vous souhaitez compléter vos réponses

La lutte contre les discriminations doit être une mission de la République, c'est à dire de l'Etat et des collectivités territoriales. C'est d'ailleurs pourquoi je créerai un corps de contrôle anti-discriminations. C'est aussi pourquoi je ferai respecter scrupuleusement la loi de 1905 qui protège la liberté de chacune et chacun. Je tiens également à apporter une précision à ma réponse à votre question 9. J'inscrirai dans le code de procédure pénale un "droit de la victime" définissant l'ensemble des droits reconnus à celle-ci lors du procès. Le recouvrement des indemnités qui leur sont accordées doit être favorisé par la mise en place d'un fonds dédié.



VI. INTERNATIONAL

- | | OUI | NON | NSPP |
|--|-------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 1. Agirez-vous pour l'abolition universelle et en toutes circonstances de la répression des personnes en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre et/ou de toute pratique sexuelle entre adultes consentants ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. Agirez-vous pour la dépsychiatisation des personnes trans à l'OMS en demandant à ce que la transidentité ne soit plus classée parmi les troubles psychiatriques dans la nouvelle Classification Internationale des maladies (CIM 11, en cours de rédaction) ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

OUI NON NSPP

3. Ferez-vous respecter le droit d'asile pour les personnes risquant d'être persécutées à raison de leur orientation sexuelle, réelle ou supposée, ou de leur identité de genre ?
4. Agirez-vous pour que les droits fondamentaux des demandeurs d'asile LGBTI en Europe soient respectés, avec notamment un examen de leur demande par un personnel formé ? Cela suppose de revenir sur le Règlement Dublin III qui impose de déposer sa demande dans le pays d'entrée en Europe et fait donc porter un effort démesuré sur les pays du sud (Grèce, Italie, Espagne) qui n'ont pas les moyens d'évaluer les demandes dans des conditions respectueuses des droits humains.
5. Mettrez-vous à disposition des préfectures concernées les moyens nécessaires pour que les demandes d'asile soient enregistrées dans les délais légaux (3 jours ouvrés alors qu'il faut aujourd'hui plusieurs semaines, voire mois à Paris), évitant ainsi aussi personnes concernées une longue attente dans le dénuement le plus complet et sans aucun droit ?
6. Garantirez-vous le respect des droits fondamentaux des demandeurs d'asile LGBTI avec un examen rapide de leurs demandes par des agents de l'Ofpra formés à la spécificité de leur situation, un hébergement à proximité de l'acteur associatif travaillant avec lui du fait de sa vulnérabilité particulière et en prenant en charge immédiatement les personnes dont l'état de santé nécessite un suivi particulier ?
7. Le droit au séjour pour soin a subi de nombreuses attaques ces dernières années. Ce dispositif, et l'évaluation médicale en particulier, est aujourd'hui sous tutelle du ministère de l'Intérieur et non de la Santé. Ferez-vous en sorte de remettre la santé et ce ministère au cœur de ce dispositif ?
8. Garantirez-vous l'indépendance des médecins sous tutelle du ministère de l'Intérieur chargé-e-s d'évaluer la santé des étranger-ère-s ?

Utilisez ce cadre si vous souhaitez compléter vos réponses

J'ajoute une précision à mes réponses. J'entends engager la création, à l'échelon européen, d'un "visa humanitaire" pour l'accueil des réfugié.e.s. J'entends également favoriser l'expérimentation de nouvelles formes de circulation permettant une fluidification des allers-retours pour une migration de travail. Enfin, comme vous le notez dans votre question 4, je soutiendrai une révision du règlement de Dublin fondée sur les valeurs d'accueil et de solidarité entre les Etats de l'Union européenne.



VII. MEDIAS

1. Modifierez-vous les dispositions sur le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication pour intégrer l'orientation sexuelle et l'identité de genre ?
2. Ferez-vous en sorte que le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel joue un rôle efficace dans la lutte contre les propos et les actes LGBTIphobes dans les médias ?
3. Vous engagez-vous à agir pour améliorer la représentation dans les médias des femmes et des personnes LGBTI ?
4. Seriez-vous favorable à une politique de quotas pour améliorer la représentativité des femmes et des personnes LGBTI dans les programmes audiovisuels ?

Utilisez ce cadre si vous souhaitez compléter vos réponses

C'est sans doute la partie la plus complexe de votre questionnaire. Car, dans une démocratie, encadrer l'activité des médias ne va pas de soi. Il est certain qu'il nous faut trouver les moyens d'avoir des médias qui ressemblent d'avantage à la société française.